

Tou.te.s terroristes ?!

Le meurtre de Rémi Fraisse le 26 octobre au Testet, les blessures et mutilations de militants de plus en plus nombreuses durant les manifestations et sur les ZAD, les condamnations après la manif anti-aéroport du 22 février sur la base de photos floues et de fichiers politiques constitués par la DGSI, démontrent une volonté politique inacceptable de durcissement de la répression policière et judiciaire.

De la ZAD de NDDL à celle du Testet, en passant par les quartiers populaires des grandes métropoles, la ferme des 1000 vaches aux sans-papiers de Calais, tous ceux et celles qui s'opposent au monde tel qu'il nous est imposé sont touché.e.s. C'est donc dans un même mouvement cohérent qu'ils gazent, mutilent, condamnent, emprisonnent.

Ces procès pour l'exemple, cette surveillance et ces violences policières n'ont qu'un but : nous diviser, nous terroriser, nous convaincre de ne plus manifester, s'organiser, se révolter.



Mais ils auront beau distinguer les bon.ne.s manifestant.e.s des mauvais.es, nous savons désormais que nous sommes tou.te.s concerné.es, de l'action symbolique à l'accès de colère un jour de manif : ils tirent sur tout ce qui bouge. Et c'est l'absence de réaction solidaire unitaire qui laisse le champ libre à la répression. Face à cette volonté d'intimidation, nous souhaitons assumer notre entière solidarité à l'égard de toutes les personnes victimes de cette répression arbitraire, ainsi que notre participation à la manifestation joyeuse et offensive du 22 février à Nantes .

C'est pourquoi nous affirmons aujourd'hui haut et fort notre opposition au harcèlement policier et judiciaire en nous « auto-dénonçant ».



Puisqu'il suffit d'avoir été présent.e à cette manif pour être condamné.e...

Puisqu'il suffit d'être contre l'aéroport pour être suspect.e...

Puisqu'il suffit d'être zadiste pour être terroriste...

... Nous nous déclarons aussi (peu) coupables
que nos camarades condamné.e.s !

Nous avons choisi de remettre ces lettres au procureur lors d'une MANIF CE 22 NOVEMBRE, 2 ans après la fin de « l'opération César », lorsque des centaines de personnes s'opposant aux expulsions sur la ZAD ont été blessées par la police, puis une manif à Nantes a rassemblé 20.000 personnes en solidarité.

**Nous vous invitons à vous associer à
cette « auto-dénonciation » collective,
en signant la lettre ou en participant à la manif.**

**Samedi 22 novembre à 14h
sur le parvis du palais d'INjustice de Nantes**